

Centrafrique: une nouvelle opération de l'ONU (en 2014), pour quoi faire?

AFP, 02 septembre 2014

Une énième mission de l'ONU se déploie officiellement dans deux semaines en Centrafrique: dans un pays que la crise armée ouverte en 2013 a achevé de réduire en lambeaux, comment faire pour qu'elle ne soit pas, comme les précédentes, un échec?

Près de 7.600 Casques bleus prendront part dans un premier temps à cette opération qui débute le 15 septembre. La plupart sont déjà présents sur le sol centrafricain dans le cadre de la force africaine Misca, qui passera sous pavillon ONU.

A terme, la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine) doit compter 12.000 hommes à effectif plein.

Misab, Minurca, Bonuca, Fomuc, Micopax, etc: conséquence de son histoire mouvementée, la Centrafrique est championne des interventions militaires internationales en tout genre sur son sol - plus d'une dizaine. Sous le drapeau de l'ONU, de l'Union africaine ou d'organisations régionales, aucune n'a permis de sortir durablement le pays du marasme.

Selon son mandat, la Minusca aura pour mission de protéger les populations, soutenir la transition politique, désarmer les ex-combattants, aider à la distribution de l'aide humanitaire et à la protection des droits de l'homme.

Mais pour beaucoup d'observateurs, il faut cette fois aller plus loin, alors que la communauté internationale s'engage une nouvelle fois à contre-cœur.

Car après des décennies d'incurie politique, puis le désastreux passage aux affaires de l'ex-rébellion Séléka (mars 2013-janvier 2014) qui a mis le pays à feu et à sang, la Centrafrique est aujourd'hui en ruines.

Début 2014, le diplomate français Didier Niewiadowski, longtemps en poste à Bangui, dressait dans une étude un constat accablant: la Centrafrique n'est même plus un Etat fantôme, elle est devenue "un Etat fictif".

"L'Etat n'existe plus dans ce pays. On est face au néant", renchérit un autre diplomate occidental. "Il va falloir tout repenser, tout reconstruire. Et les Centrafricains n'ont pas les capacités pour cela, disons-le clairement".

- Ressusciter l'Etat -

Face aux crises successives, la réponse internationale s'est à chaque fois "limitée à trois éléments importants mais insuffisants: une présence militaire, une forte assistance

humanitaire et une aide budgétaire pour assurer la survie de l'administration", explique dans un récent rapport l'International Crisis group (ICG).

De même, l'intervention actuelle des 6.000 soldats de la Misca et de 2.000 militaires français "pare au plus pressé et continue d'appréhender la crise à travers un prisme sécuritaire".

"La protection des civils est certes importante", mais cette attitude condamne la communauté internationale à l'échec en "répétant des interventions superficielles qui ne traitent pas la principale cause de la crise: la prédation structurelle", écrit l'ICG.

"Les précédentes interventions ont toutes échoué car elles ont ignoré ce problème structurel de la prédation comme mécanisme de pouvoir, sous sa forme étatique (banditisme d'Etat à travers la corruption, les pillages et la +mise en coupe réglée du Trésor public+ notamment) comme contre-étatique (les groupes armés)", détaille le rapport.

Il faut donc aujourd'hui une intervention internationale à la hauteur de l'enjeu, selon l'ICG: "Il est indispensable de ressusciter l'Etat centrafricain comme acteur", qui devra "poser des actes effectifs aux yeux de la population".

Partenariat, cogestion, curatelle, mise sous tutelle... Ce nouveau partenariat reste à définir entre les dirigeants de la transition et la communauté internationale, lasse de cette interminable crise.

Pour M. Niewiadowski, les vieilles recettes ne marcheront pas et il faudra faire preuve d'imagination. Il sera même crucial de "reconsidérer le cadre de l'Etat unitaire centralisé", en travaillant plutôt sur une forte décentralisation et des régions plus autonomes, tout en prenant en compte la dimension transfrontalière de la crise.

Et surtout, il faut éviter de "s'en remettre à des échéances électorales" précipitées qui "donneraient certes bonne conscience (...) mais risqueraient de remettre en selle les politiciens qui ont participé au désastre actuel", souligne le diplomate.

La transition actuelle doit s'achever d'ici février 2015, avec l'organisation d'élections présidentielle et législatives. "Ces élections ne sont clairement pas la priorité. D'ailleurs, personne n'en parle à Bangui", observe un analyste régional.

"L'organisation des élections n'équivaut pas à une sortie de crise", rappelle ICG, qui avertit: "une opération de maintien de la paix n'est pas une stratégie mais un outil".